

L'adhésion par l'employeur donne lieu à la délivrance d'un récépissé électronique établi dans des conditions de nature à permettre sa conservation garantissant son intégrité sur la durée.

Cette adhésion lui ouvre l'accès au dépôt de sa demande dématérialisée d'activité partielle.

II.-La demande d'autorisation, qui comporte notamment les coordonnées bancaires du compte sur lequel sera payée l'allocation mentionnée à l'article **L. 5122-1**, donne lieu à la délivrance d'un récépissé électronique de dépôt établi dans des conditions de nature à permettre sa conservation garantissant son intégrité sur la durée. Ce récépissé récapitule notamment les informations relatives à l'identification de l'auteur de la demande, la date et l'heure de la réception de celle-ci et le délai au terme duquel l'absence de décision vaut acceptation implicite de la demande d'autorisation.

La transmission de ce récépissé est assurée de manière sécurisée.

service-public.fr

- > Rémunération d'un salarié en chômage partiel (activité partielle) : Aide aux salariés placés en activité partielle
- > Absence d'un salarié pour cause d'intempéries : quelles sont les règles ? : Code du travail : articles R5122-1 à R5122-26
- > Chômage partiel ou technique (activité partielle) : démarches de l'employeur : Aide aux salariés placés en activité partielle
- > L'activité partielle de longue durée (APLD) existe-t-elle toujours ? : Aide aux salariés placés en activité partielle
- > Quelles sont les incidences du chômage partiel sur le contrat de travail ? : Conditions, durée, rémunération, engagements de l'employeur

Chapitre III : Aides aux actions de reclassement et de reconversion professionnelle

Section 1 : Dispositions générales

R. 5123-1

Décret n°2018-1262 du 26 décembre 2018 - art. 1 (V)

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Le ministre chargé de l'emploi engage les actions de reclassement, de placement et de reconversion professionnelle prévues à l'article **L. 5123-1** et peut accorder les aides individuelles au reclassement mentionnées aux articles **L. 5123-2** et **L. 5123-3** après avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle.

R. 5123-2

Décret n°2021-626 du 19 mai 2021 - art. 1

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Pour l'application du 4° de l'article **R. 5111-2**, le congé de conversion accordé aux salariés doit être d'une durée au moins égale à quatre mois et leur garantir une allocation de conversion au moins égale à 65 % de la rémunération brute moyenne des douze mois précédant l'entrée en congé, et à 85 % du salaire minimum de croissance. Lorsqu'au cours de ces douze mois le salarié a exercé son emploi à temps partiel dans le cadre d'un congé parental d'éducation, d'un congé de proche aidant, d'un congé de présence parentale ou d'un congé de solidarité familiale, il est tenu compte, pour le calcul de la rémunération brute moyenne, du salaire qui aurait été le sien s'il avait exercé son activité à temps plein sur l'ensemble de la période.

Les conventions de congé de conversion sont conformes à une convention type fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie et de l'emploi.

Section 2 : Convention de coopération pour la mise en œuvre des cellules de reclassement

R. 5123-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)